

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°272 DU LUNDI 17 AVRIL 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Dr Ben Youssouf Keïta charge les colonels Diaby et Tiégboro

P.4



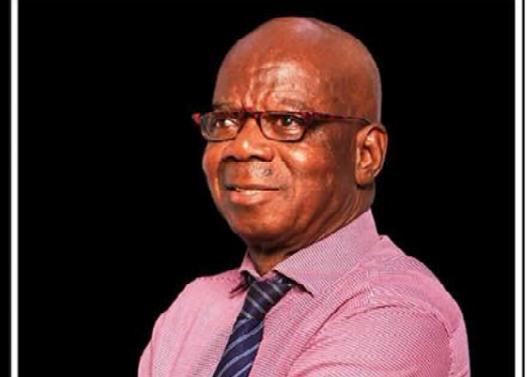
Édito à vue d'Aigle

L'inconnu sociopolitique de l'après-Ramadan !

Depuis le 23 mars dernier, les fidèles musulmans de Guinée observent le mois saint de Ramadan. Le vendredi ou le samedi prochain, ils célébreront l'Aïd el Fitr, la fête marquant la fin de ce mois de pardon, d'abstinence, de piété et de partage. Pendant trente jours, ils se seront abstenus de boire et de manger de l'aube au coucher du soleil, conformément aux principes de l'islam... P.2

OPINION

P.3



Dame Djené Kaba rejoint son Nabaya natal pour de bon

RATOMA

P.5



Un journaliste pris à partie par un agent communal et des policiers

DR DANSA KOUROUMA AUX ETATS-UNIS

P.6



« A la demande des populations, l'armée a pris ses responsabilités... »

Coupages intempestives du courant

Le DG d'EDG tente de rassurer les consommateurs

P.5

Manque de courant à Kankan

Des manifestants condamnés par le TPI

P.2

Décès de Hadja Djènè Kaba

Mamadi Doumbouya réceptionne le corps à Conakry

P.7



Édito à vue d'aigle



L'inconnu sociopolitique de l'après-Ramadan !

Depuis le 23 mars dernier, les fidèles musulmans de Guinée observent le mois saint de Ramadan. Le vendredi ou le samedi prochain, ils célébreront l'Aïd el Fitr, la fête marquant la fin de ce mois de pardon, d'abstinence, de piété et de partage. Pendant trente jours, ils se seront abstenus de boire et de manger de l'aube au coucher du soleil, conformément aux principes de l'islam. Mais pour des raisons évidentes, nombreux sont les observateurs avertis qui se demandent ce que va nous réserver l'après-Ramadan sur le plan sociopolitique. Car il n'est un secret pour personne qu'à la veille du mois saint de Ramadan, les Forces vives reconstituées autour du RPG Arc-en-ciel, de l'UFDG, de l'UFR et du FNDC dissous avaient menacé d'organiser des manifestations de rue dans le grand Conakry pour se faire entendre du CNRD et du gouvernement

par rapport à la conduite de la transition. Les leaders religieux ont alors pris la bonne initiative de mener une médiation entre le gouvernement et les Forces vives afin qu'ils se retrouvent autour de la table de dialogue pour mettre notre pays à l'abri des manifestations de rue, avec leur lot de morts et de destruction de biens publics et privés. Grâce à ces louables efforts de médiation consentis par les leaders religieux pour apaiser la situation sociopolitique dans notre pays, l'on a pu se réjouir du fait que les Forces vives aient accepté plus d'une fois de reporter leur marche. Comme on le dit souvent, la paix n'a pas de prix. Aucun Guinéen patriote ne devrait se faire prier pour poser des actes et tenir des propos allant dans le sens de la préservation de la paix dans le pays pour mener à bon port le navire de la transition. Pour beaucoup, cette démarche des leaders religieux est vraiment à saluer et à encourager. La Guinée n'a pas besoin de manifestations de rue en ce moment. Elle a plutôt besoin d'une union sacrée pour réussir sa transition. Pendant le Ramadan, qui a imposé tout naturellement une trêve sociopolitique dans le pays, les démarches auraient dû se poursuivre pour éloigner le spectre des manifestations de rue qui n'ont donné à ce jour que désolation et malheur aux pauvres populations. A ce jour, des rencontres ont eu lieu entre le chef du gouvernement et les représentants des Forces vives de Guinée, sous l'égide des chefs religieux. Mais il faut reconnaître qu'il n'y pas eu beaucoup d'avancées, les préalables restent posés. Et comme si tout cela ne suffisait, le traitement du dossier de l'ex-première dame Hadja Djènè Kaba (décédée le 08 avril à Paris) par le CNRD et son gouvernement aura eu le don d'irriter au plus point l'une des composantes des Forces vives, à savoir le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé.

Kéfina Diakité

MANQUE DE COURANT À KANKAN Des manifestants condamnés par le TPI

Le tribunal de première instance de Kankan a rendu son verdict dans le procès des manifestants contre le manque d'électricité. Certains d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison. Ce qui a mis les avocats de la défense dans tous leurs états, ils dénoncent ce qu'ils considèrent comme une main noire politique derrière cette affaire.



« Ce que nous venons de constater est tout sauf justice. Au final, moi je conclus que les conditions d'interpellation de nos clients ont abouti aux mêmes conditions de condamnation. Il vous souvient ici qu'à la première audience, les faits se sont révélés que les gens ont été interpellés sur la base d'une liste qui serait venue de Conakry, la décision qui a été publiée j'avoue que c'est une décision qui a été préalablement établie et venue de Conakry. C'est en quelque sorte le résultat de ce procès. Ce n'est ni le résultat des débats ni le résultat des preuves où l'ensemble des éléments du dossier ayant été exposés à l'audience conformément aux dispositions de l'article 497 du code de procédure pénale, une disposition qui dit que le juge ne peut fonder sa décision que sur les éléments de preuves qui lui ont été rapportés et discutés contradictoirement devant lui », a réagi Me Mamady Doumbouya, avocat de la défense.

Avant de promettre qu'ils vont

interjeter appel contre la décision. « Ne pas interjeter appel est une manière de cautionner de telles injustices. Nous, on ne peut pas s'associer à l'institution de la justice. Les nouvelles autorités ont promis que la justice sera la boussole qui orientera tout un citoyen, mais cette boussole est en train de servir l'injustice dans ce pays. Nous ne sommes pas prêts à cautionner de tels événements, nous avons aussitôt conseillé nos clients puisque nous devons relever appel en leurs noms et pour leur compte, et l'ensemble de ces condamnés est d'avis avec nous de relever appel contre cette décision inique, c'est ce qui va être fait instantanément et nous mettrons les bouchées doubles pour que le dossier soit transmis devant la cour d'appel », a-t-il martelé. Affaire à suivre.

Kéfina Diakité

L'Aigle Infos



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité

Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef Secrétaire Général de la Rédaction

Ali Badara Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammuël M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou Barry, Mohamed Lamine Camara

Service Commercial, Marketing, Abonnement,**Annonces et Pub**

Mohamed Lamine Camara

654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry

628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal
numérique sur le site

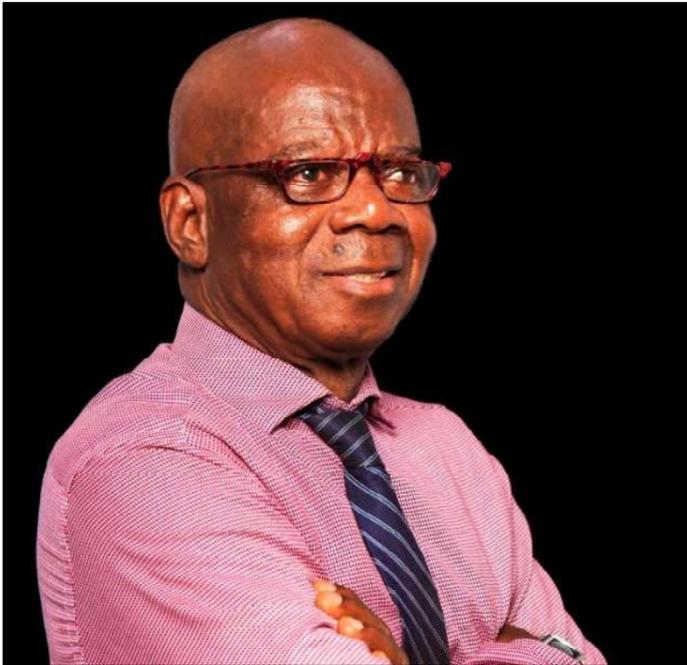
KÉFINAFASSO
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

OPINION

Hadja Djènè Kaba rejoint son Nabaya pour de bon

La mort n'est pas camarade de quelqu'un, dit un proverbe Manon. Crédité de 63 ans au compteur, elle fut une première dame effacée, humble et casanière. Les exigences du pouvoir l'ont contrainte à la prise de parole en public d'où la naissance de son audace à combattre l'agoraphobie.



écrit est écrit.

Partie de Conakry depuis juillet 2021 pour des soins, revenue pour rester au chevet de son mari à Landreah pour une courte durée, elle repartira de nouveau à l'Hexagone après le départ de Alpha pour la Turquie. Un an après, c'est silence radio depuis Paris sa ville d'adoption. J'ai appris dans la soirée du 08 Avril 2023 qu'elle est décédée à Neuilly-sur-Seine dans un hôpital américain ou l'ancien Premier ministre ivoirien Hamed Bakayoko avait transité avant d'aller s'éteindre en Allemagne.

Menace alphaïste depuis l'empire Ottoman où la stratégie de la victimisation.

Le moyen d'entretenir nos divisions pour mieux régner est de nouveau téléchargé même si c'est sans effet. À force de jouer avec les allumettes dans les plis du drap on risque de se brûler soi-même.

La déclaration incendiaire

de l'ex président Alpha Condé à quelques encablures de l'enterrement de Djenè Kaba nous laisse pantois; Qui l'eût cru??

Manger, prendre un verre de beaujolais à la terrasse autour d'un plat de gambas bien assaisonné aux poivres de Saint-Nazaire municieusement servi au bord d'un yacht de plaisance sur le Beaufort d'Istanbul et aller dormir dans un palace pour régénérer les cellules hormonales aurait été salubre pour un nouveau mode de vie de celui à qui Dieu à tout donné: santé, le pouvoir, une femme résignée et les moyens de subsistance.

Pour certains, tout cet avantage rare n'est pas une zone de confort ni un privilège, ni une exception, ni un bonus divin.

Où se trouve alors la logique qui dit que: l'enfant de boss est aussi un boss! mais toi tu es enfant de qui?

Le choix de la frénésie médiatique pour se donner de la contenance n'était pas bien indiqué en ce moment de deuil et de douleur à laquelle le président Mamadi Doumbouya n'est pas resté indifférent y compris le gouvernement et la Guinée entière.

Pendant ce mois de Ramadan musulman, restons en quête de la spiritualité pour se rapprocher davantage du soufisme.

Je déteste ce monde où le mariage est plus important que l'amour, les funérailles sont plus importantes que la mort. Nous vivons dans une culture de l'emballage qui méprise le contenu au profit de l'apparence disait Anthony Hopking.

C'est trop facile de dire ma femme, ma femme, toute la Guinée a dit que c'est ma femme, la France est en train d'être chassée en Afrique, l'Elysée a appelé, Gnalen fait très attention, Gnalen sinon ça va être un grand scandale en Afrique et dans le monde. Je n'y étais pas mais il paraît que ça a chauffé, on se croyait

au siège du RPG en train de s'adresser à ses béni-oui-oui chercheurs de primes. Soudain, surgit une décharge électrique inattendue de 1000 kilowatts sur la tête de Alpha. Est-ce que tu as aimé ma mère? Question centrale dont seuls les esprits intelligents comprennent le sens. Djenè Kaba était-elle vraiment dans le secret du pouvoir? Moi aussi c'est ma question.

Notre Baramökö tire la corde de la discorde pour ressusciter un débat relevant du syncrétisme (la République, la religion, la tradition). Je laisse le débat ouvert.

1) La République: Malgré la menace improductive de Körö ou du moins la mise en scène propre à Michel Bohiri, la dépouille mortelle de la fondatrice de PROSMI débarqua à Conakry sous le regard attentif des trois enfants de la défunte. L'accueil de la dépouille mortelle de Djené et le symposium à l'aéroport relèvent du droit et devoir de la République, cela inclut tous les honneurs nationaux dûs à son rang.

2) La religion: l'islam prône le droit de veto absolu non négociable du mari sur sa femme même après la mort de celle-ci. À supposer que la déclaration de Alpha Condé ne manquait pas d'adhérents dans la famille biologique de Djené, la communauté musulmane de Guinée et les fanatiques du RPG mourant, il y a lieu de noter que le pouvoir public est bel et bien une puissance en présence. C'est au nom de ce pouvoir public que le colonel Mamadi Doumbouya l'a élevée au grade de Grand commandeur de l'ordre national du mérite.

3) La tradition apporte la stabilité au nom de nos origines lointaines. Le mot de la fin s'appelle unité et concorde. Repose en paix sœur de paix.

Thomas Morgan Mamy
Éditorialiste,
Observateur de la société. Libre opinion.
Tél 629 89 27 58
Whatsapp 623 19 49 16

Lex-première Dame Djenè Kaba que le Président Denis Sassou-Nguesso appelait affectueusement (Tableau de rare beauté du Manding) malgré une maternité de trois enfants deux filles et un garçon issus de son premier mariage nous a quittés.

Au 13^e arrondissement jusqu'à l'avenue de l'Italie,

Paris te pleure, la diaspora guinéenne n'est pas du reste, les orphelins de ta fondation Prosmi sont en larmes à Conakry. Quel sort leur sera réservé en l'absence de ton regard de mère désemparée?

Ton agacement pour le protocole et les tapis rouges fut la marque de ton humilité, bref écriture de Dieu n'a pas de gomme, ce qui est

DÉPANNAGE DANS LES QUARTIERS L'appel du DGA d'EDG aux citoyens !

Au cours d'une conférence de presse animée le samedi 15 avril, le Directeur général adjoint de l'Électricité de Guinée, est revenu sur le cas des dépannages dans les quartiers et a lancé un appel aux consommateurs qui, souvent, sont l'objet d'arnaque, de la part des gens qui se font passer pour des agents d'EDG.

« Le dépannage est gratuit à l'EDG. Les agents qui sont chargés pour ces entretiens sont payés par mois et l'EDG carbure les véhicules qu'ils utilisent. Lorsque quelqu'un vous demande de lui payer après le dépannage, veuillez nous informer. Sans information, l'on ne pourra rien faire contre ce dernier. Hier on l'a dit aux chefs de quartier. Si il y a une panne de transformateurs, de câbles et autres et qui demande une mobilisation de moyens, l'EDG vous demande de

patienter dans 30 minutes, dans 1 heure ou dans un jour. Mais ne faites jamais appel aux services de quartier parce nous nous les appelons des bénévoles. C'est vrai qu'on a les difficultés à faire face à toutes les préoccupations, mais le dépannage est vraiment gratuit», a déclaré M. Abdoulaye Koné, le Directeur général adjoint d'Électricité de Guinée (EDG).

Il a par ailleurs invité la population à fournir des informations claires et

accessibles sur ces agents de terrain qui se livrent au racket, au grand dam d'honnêtes clients. Il faut dire que ces derniers temps, la Guinéenne d'électricité cristallise les critiques de toutes sortes aussi bien à Conakry que dans l'arrière-pays. Les récentes émeutes du courant à Kankan, la capitale de la Haute Guinée, en sont une parfaite illustration. Une situation qui devrait interpeller les autorités du pays.

Kéfina Diakité

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Dr Ben Youssouf Keita charge les colonels Diaby et Tiégboro

Le procès des événements du massacre du 28 septembre 2009 s'est poursuivi les 11 et 12 avril 2023 au Tribunal Criminel de Dixinn délocalisé à Kaloum. À la barre, c'est Dr Ben Youssouf Keita qui a fait sa déposition. L'ancien membre du bureau exécutif de l'UFDG, et partie civile dans ce présent procès a dénoncé sans réserve, le manque d'empathie du Colonel Abdoulaye Cherif Diaby, ancien ministre de la santé face aux victimes dans les urgences de l'hôpital Donka et l'attitude du Colonel Moussa Thiégboro Camara qui aurait abandonné son épouse dans les mains de ses bourreaux, le jour de ces malheureux événements.

La comparution de Dr Ben Youssouf Keita dans ce procès, a soulevé une polémique à l'entame. À peine annoncé par le président du tribunal Ibrahima Sory 2 Tounkara, les avocats de la défense ont affiché leur étonnement. Maître Pépé Antoine Lama, membre de ce camp a rappelé au tribunal que la présence de cette partie civile ne leur a jamais été notifiée. « Nous n'avons jamais pris connaissance de la comparution de Monsieur Ben Youssouf Keita à cette barre. Et si cela devrait arriver, nous devrions être informés en amont. C'est une violation des procédures en la manière. Sa comparution ici est faite de manière clandestine et nous sommes surpris », a dénoncé l'avocat du Capitaine Moussa Dadis Camara. Cependant, le ministère public et la partie civile n'ont pas suscité à cette exception soulevée par le camp adverse. Sans surprise, ils ont rejeté cette demande et soutenu que toute personne est libre de témoigner dans ce procès. Et finalement, le tribunal a autorisé à la victime de livrer sa version des faits.

Dans son récit relatif aux événements de 2009, l'actuel président du parti Alliance pour le Changement et le Progrès, a déclaré qu'à son arrivée au stade ce jour, il était dans le même cortège que Cellou Dalein, Sidya Touré et autres leaders. A quelques mètres de l'esplanade du stade, leur cortège a été intercepté par le Colonel Moussa Thiégboro Camara qui leur a dit de reporter leur manifestation sur ordre du président Dadis. Ce qui n'était plus évident vu la foule qui était acquise à leur cause.

Des cas de viol, Dr Ben Youssouf Keita n'en a pas mentionné. « J'ai vu des jeunes tombés sous l'effet



des gaz lacrymogènes d'autres par balle mais je n'ai vu aucune femme se faire violer », a-t-il déclaré. Cependant, il ajoute qu'il a eu connaissance de ces cas plus tard parce qu'il a soigné certaines victimes de viol.

C'est à l'intérieur du stade, dans les gradins où leur cauchemar a commencé.

« J'étais avec Cellou dans les tribunes quand la débandade a commencé. Un militaire cagoulé est venu vers lui en lui demandant de venir. Quand il a refusé, ce dernier s'est jeté sur lui. Et c'était le sauve-qui-peut. Moi personnellement un militaire a voulu me taper violemment sur la tête, et j'ai essayé de me protéger. C'est là que ma main a été fracturée et il m'a blessé dans mon dos avec le bâton qu'il tenait », a relaté l'ancien député.

Le président de l'ACP qui ne savait plus à quel saint se vouer dans ce carnage, a continué son périple dans les quartiers de Dixinn. C'est dans une famille où il s'est réfugié pour échapper à la colère de leurs bourreaux.

« J'ai vu une porte ouverte, un monsieur m'a appelé. Ils m'ont reçu, ils m'ont donné à laver et je me suis couché pendant au moins 40 minutes. C'est en ce

moment que j'ai commencé à sentir la douleur des blessures que je portais. C'est là que mon téléphone a crépité et c'était Madame Hadja Halimatou Diallo. Elle m'a demandé où j'étais puis elle m'a dit qu'elle va envoyer des gens me chercher. Quelques minutes après, une ambulance est venue me prendre pour me conduire aux urgences de l'hôpital Donka », a-t-il renchéri.

Transporté aux environs de 15H dans ce centre hospitalier où il a dû porter une blouse grâce à une connaissance pour éviter des accrochages avec les hommes en uniforme qui ne cessaient de défiler là, c'est là qu'à son fort étonnement, il aperçoit le Ministre de la Santé d'alors accompagné de bérets rouges pour une supervision. Ce qu'il n'a pas admis, c'est l'attitude qu'aurait adoptée son homologue Dr Abdoulaye Cherif Diaby, ministre de la Santé.

« C'est vrai que j'avais la main fracturée, le dos blessé et je saignais en même temps mais c'est quand j'ai vu le Ministre de la santé aux urgences de Donka, mon véritable cauchemar a commencé. Il n'a pas eu de compassion envers les blessés qui

étaient étalés là. Il n'était pas armé mais il avait ses gardes. Je peux comprendre qu'il soit militaire mais en tant que médecin de profession qui a prêté serment, l'attitude qu'il a adoptée dans cet hôpital m'a mis en colère. Je ne pardonnerais jamais cela », a juré Ben Youssouf Keita.

Après le Colonel Diaby, Dr Ben Youssouf Keita s'est attaqué au cas Tiégboro, ancien responsable des services spéciaux. Dans son interrogatoire, le politique n'a pas digéré la mésaventure de son épouse que celui-ci aurait été abandonnée dans les mains de ses bourreaux quand elle avait besoin de son aide. Il dénonce à ce niveau, la non assistance à personne en danger.

Violentée, malmenée et trainée par terre par des agents des forces de l'ordre, c'est entre autres faits vécus qu'aurait subis l'épouse de Dr Ben Youssouf Keita le jour du massacre du 28 septembre 2009. « J'étais étonné de constater que mon épouse était au stade alors que quand je sortais de la maison à 05H du matin, je lui ai dit de rester là, parce qu'il est possible que je ne revienne pas, afin de veiller sur les enfants. Mais le 29

septembre, je l'ai rencontrée à la clinique Pasteur en train de suivre des soins. Elle m'a dit que quand des bérets rouges la torturaient, le Colonel Tiégboro est arrivé et leur a demandé d'arrêter et toute suite ils l'ont relâchée. Mais qu'il a quitté, ils ont continué à me frapper », a-t-il rapporté.

Les violences subies par Fatoumata Youla l'ont traumatisée jusqu'au point où dit-il, celle-là a été admise dans un hôpital français pour être traitée. Depuis lors, poursuit Dr Ben Youssouf, son épouse réside en France, en qualité d'exilée politique par peur de ne pas revoir des agents qui arborent le béret rouge.

Pour asseoir la conviction du tribunal, la défense du Colonel Moussa Tiegboro Camara, sollicite la comparution de Fatoumata Youla pour confirmer ses propos. « Si le tribunal le souhaite, elle peut revenir à Conakry mais à condition qu'elle ne voie pas de bérets rouges parce qu'elle porte encore des séquelles de ce qu'elle a subi. Si elle voit des bérets rouges, elle sera traumatisée », a répondu l'ancien collaborateur de Cellou Dalein Diallo.

Jusqu'à preuve du contraire, Dr Ben Youssouf considère le capitaine Moussa Dadis Camara comme le commanditaire de ces événements ce, à cause de son statut de chef de l'État à l'époque. Le président du parti ACP estime si les autorités d'alors avaient laissé les Forces Vives tenir leur meeting on ne serait pas à ce procès.

Indemnisation financière ou matérielle, l'ancien président de la commission santé affirme qu'il n'en a pas besoin. Mais son souhait est de comprendre pourquoi eux et leurs militants ont subi ces massacres.

Samuel Demba. D

RATOMA

Un journaliste pris à partie par un agent communal et des policiers

Un journaliste du site d'information africaguinee.com a été la cible d'une attaque des hommes sous les ordres de la mairie de Ratoma. Alors qu'il était dans l'exercice de son travail, dans le cadre du processus de libération des emprises, Sayon Camara puisque c'est de lui qu'il s'agit n'a pas échappé à la colère d'un Conseiller communal de Ratoma bien aidé par des policiers déployés pour sécuriser les opérations à Kipé. Molesté, injurié et même dépouillé de ses matériels de travail, le journaliste a vécu une journée cauchemardesque le 08 avril 2023.



Averté, le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) a condamné l'attitude à laquelle se sont livrés ces agents. La structure dirigée par Sékou Jamal Pendensa s'est aussi saisie de l'affaire pour la porter devant les autorités compétentes.

Mais un terrain d'entente a été trouvé entre les associations de défense des journalistes, la rédaction d'africaguinee.com et la mairie. A travers une décision notifiée par la corporation, les autorités communales ont décidé de suspendre le

conseiller qui s'est livré à cet acte.

Dans une déclaration, le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée a salué la décision et invité les autorités à protéger les journalistes.

À la suite des scènes des violences physiques et verbales auxquelles un conseiller communal de la mairie de Ratoma et des policiers se sont livrés le samedi, 8 avril courant contre Sayon Camara d'Africaguinée, le bureau Exécutif avait publié une déclaration dans laquelle nous avons demandé aux

autorités de sanctionner les auteurs de ce crime contre la liberté de la presse.

72h après notre déclaration en date du 9 avril, l'administration municipale de Ratoma nous a fait parvenir le mardi 11, une note par laquelle le Maire Alpha Oumar SACKO a suspendu le conseiller Almamy SOUMAH qui était jusque-là le Président de la mission de déguerpissement pour manquement à ses responsabilités.

Pour examiner donc cette décision du maire, le bureau exécutif du syndicat s'est réuni en séance extraordinaire ce

mercredi 12 avril 2023 au siège national du SPPG.

À l'issue d'un débat véritablement démocratique, le bureau a souligné le caractère historique de l'acte du maire qui est une première dans notre pays car par le passé, les chefs hiérarchiques de nos agresseurs ont toujours, sinon généralement couvert ces criminels avec une garantie d'impunité; les encourageant ainsi à la récidive. Pour preuve, aucun des 25 actes et actions liberticides enregistrés l'an dernier dans le rapport annuel du SPPG sur la liberté de la presse en Guinée n'a fait objet de mesures disciplinaires ou administratives, à plus forte raison de poursuites judiciaires. Ce, malgré nos multiples écrits adressés à quelques services et ministères.

Avec les derniers développements que nous constatons dans ce dossier, le bureau du SPPG qui est déjà en contact avec le parquet du tribunal de Dixinn à l'effet d'intenter une action judiciaire cette semaine a, pour le

moment, décidé de ralentir la procédure en attendant de voir ce qui sera la démarche de la hiérarchie policière vis-à-vis des agents mis en cause.

Le SPPG invite toutes les autorités civiles et militaires du pays à s'inspirer de l'exemple du maire SACKO. Autrement dit, à rompre avec les mauvaises habitudes du passé.

Pour finir, nous saluons et encourageons la réaction positive du parquet du tribunal de Dixinn avec lequel nous sommes en contact depuis le week-end du 8 avril.

Comme indiqué ci-haut, nous rappelons que le SPPG n'a pas encore pris une décision définitive dans ce dossier. Nous avons simplement jugé nécessaire de ralentir la procédure pour le moment en attendant d'observer la hiérarchie de la police qui doit absolument prendre aussi des sanctions pour éviter que quelques éléments ternissent l'image de toute l'institution policière.

Samuel Demba. D

COUPURES INTEMPESTIVES DU COURANT Le DG d'EDG tente de rassurer les consommateurs

Des quartiers de Conakry sont souvent plongés dans le noir. Cette situation irrite des citoyens qui menacent parfois de se faire entendre dans la rue. Dans les cafés et dans les médias, le débat va dans tous les sens. Pour mettre fin à la polémique, la direction générale de l'Electricité de Guinée-EDG a décidé de briser le silence.



A la faveur d'une conférence de presse animée le lundi 10 avril 2023 au siège de la société, le Directeur général de l'EDG a tenté de dépassionner le débat. Alors que beaucoup de prétextes laissaient croire que le départ du bateau turc que les autorités avaient négocié pour alimenter Conakry en était la principale raison, Laye Sékou Camara fait une mise au point:

« Le bateau seulement à

l'arrêt si je l'utilise que je ne l'utilise pas il me coûtait 4 millions de dollars par mois. Et depuis le mois de novembre 2022, j'ai cessé de l'utiliser. J'ai fait le plan de production 2022-2023 sans le bateau. Donc, on a compris que l'utilisation de ce bateau nous coûtait énormément de l'argent et même le carburant de ce bateau a été donné par nous », explique-t-il.

Le responsable numéro 1 de l'EDG a déclaré que des initiatives impliquant les responsables des quartiers sont mises en place dans leurs circonscriptions pour faire des sensibilisations. C'est pourquoi il invite les jeunes à renoncer aux manifestations contre des délestages pour préserver les édifices. Le délestage enregistré par endroits dans la capitale n'est pas fortuit. C'est dû à la demande des entreprises qui sollicitent leur branchement au réseau :

« Nous avons suffisamment de production pour alimenter

Conakry grâce à Kaléta et Souapiti, nous avons 690 mégawatts. D'ailleurs par manque de réseau de transport nous pardons près de 300 mégawatts. Je ne peux pas évacuer toute la puissance de ce complexe. Donc y a plus de délestages, parce que le délestage c'est quand on a le manque de courant, ce sont des coupures programmées », a-t-il soutenu.

Au cours de cette rencontre avec la presse, la Directeur Général de l'EDG s'est prononcé sur le problème de l'électrification de la ville de Kankan. De ce côté, des jeunes réclament depuis un certain temps, l'électrification de leur ville. Pour le responsable de la société EDG, il n'y a jamais eu de projet réel pour l'électrification de la ville de Kankan. Mais il a rassuré que d'ici la fin de l'année, la région de la Haute Guinée pourrait être électrifiée.

Samuel Demba. D

DR DANSA KOUROUMA AUX ETATS-UNIS

« A la demande des populations, l'armée a pris ses responsabilités... »

En séjour aux Etats-Unis où il prend part à la rencontre du Réseau des Parlementaires, le Président du Conseil National de la Transition (CNT) a tenu à défendre la Guinée devant ses pairs. Dans un discours fleuve, Dr Dansa Kourouma a justifié l'avènement de la junte au pouvoir le 05 septembre 2021. Selon lui, le pays regorge d'énormes richesses et potentialités pour faire face à ses besoins personnels mais le manque de volonté des dirigeants d'alors qui se sont enrichis au détriment de leurs populations enfoncées dans une pauvreté extrême, a poussé les Forces de défense et de sécurité à prendre les choses en main.



« ...Mon pays, malgré les opportunités et potentialités, n'a pu mettre en place des stratégies et actions structurelles pour créer la richesse et la prospérité pour sa population, à cause de la corruption et du gaspillage des ressources, la mauvaise gouvernance, l'instabilité politique et institutionnelle, l'impunité et l'insécurité

juridique imposés par ses élites dirigeantes.

C'est face à la détresse du peuple et l'incertitude que notre pays a entamé depuis le 5 septembre 2021, un processus de refondation et de rectification institutionnelle en vue de corriger les tares qui ont empêché les gouvernants d'emprunter une trajectoire conduisant au développement

durable.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités ;

Les chantiers prioritaires ouverts notamment, la lutte contre la corruption et l'impunité par la mise en place de la CRIEF, dont les premières audiences ont démarré, la récupération et la sécurisation des domaines de l'Etat, créant aujourd'hui des opportunités d'investissement dans les infrastructures publiques et commerciales, au cœur de la capitale. Aussi, le lancement d'un vaste programme de finalisation des infrastructures héritées de l'ancien régime et l'initiation de grands projets de construction et d'équipement dans le domaine du transport, des mines et l'agriculture. Concurrentement, le chemin vers la construction d'institutions démocratiques se précise, notamment l'écriture de la nouvelle Constitution et les lois organiques nécessaires à la refondation et à la rectification institutionnelle.

A la demande des populations, l'armée républicaine a pris ses responsabilités, donc nous

sommes en transition, une période de co-construction des bases démocratiques de l'Etat et de la société, des structures juridiques et institutionnelles de notre économie, des leviers solides pour notre développement. Elle est conduite conformément à une vision partagée par des cadres civils.

Vu l'importance de la régularité du recensement général de la population et de l'habitat, les parlementaires doivent le soutenir auprès des partenaires techniques et financiers (BM, FMI, BAD, UN, etc.) », peut-on lire dans le discours du président du CNT.

A l'en croire, c'est toutes ces raisons qui amènent aujourd'hui l'institution qu'il dirige à accompagner les actions du CNRD, dirigé par le Colonel Mamadi Doumbouya. « C'est pourquoi, le Conseil National de la Transition a adhéré entièrement à la décision du Gouvernement de réaliser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-4).

En effet, les résultats du RGPH-4 permettront à l'Etat et ses partenaires, d'élaborer des

politiques et projets de développement susceptibles de réduire la pauvreté, estimée aujourd'hui à 53%.

En substance, la résolution des multiples crises que traversent actuellement les pays en développement d'une part, et d'autre part les pays développés, passe nécessairement par une approche holistique, allant de la refondation des États en vue de bâtir des institutions fortes, crédibles et légitimes garantissant un Etat de droit, un processus démocratique inclusif et apaisé.

L'engagement des réformes courageuses sur les plans économique et social est fondamental pour un monde meilleur. Ces engagements sont bien ceux de l'Etat guinéen, à sa tête, le Président du Comité National du Rassemblement pour le Développement, Président de la Transition.

Cette ambition politique est en parfaite harmonie avec le chronogramme consolidé de transition que la Guinée a conclu avec la CEDEAO en décembre 2022 », a-t-il lancé.

Samuel Demba. D

VIE POLITIQUE

Ousmane Gaoual explique la genèse de la détérioration de ses relations avec Cellou Dalein au sein de l'UFDG

Le lundi 10 avril 2023, dans l'émission "Les GG" d'Espace FM, l'actuel ministre des Postes et Télécommunications et porte-parole du Gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, est revenu sur la genèse des relations tendues avec Cellou Dalein Diallo, le président de l'UFDG.

« Comme je le dis souvent, nos relations n'ont pas été toujours faciles. On a eu toujours des mésententes à propos de beaucoup de sujets qui ont donné lieu à beaucoup de médiations notamment mon père, des sages... Mais le cas de la prison, c'était particulier parce que le problème fondamental que j'ai eu avec lui, c'est lorsqu'on a publié la tribune qui disait de ne pas prendre notre incarcération comme prétexte de refuser pour ouvrir le dialogue. Et l'heure qui a suivi, j'ai vu le communiqué de l'UFDG signé

du président, nous contestant le droit de proposer un cadre de dialogue... Et lorsque je me suis vu avec lui, il m'a dit qu'il préfère notre mort que de dialoguer avec le RPG et j'ai pris ça avec beaucoup de violences et d'agressivité... Lorsque nous sommes sortis de prison, Cellou Baldé, Elhadj Chérif Diallo, Abdoulaye Bah et moi, nous partons chez le président Cellou à l'occasion d'une fête pour le saluer. Et c'est là dans son salon que j'apprends il dit qu'il y a des gens au sein du parti qui sont payés pour déstabiliser le parti.

Ensuite, il ajoute que Fodé Oussou Fofana et Kalémodou Yansané quand ils ont des contacts avec Alpha Condé, ils lui font des comptes rendus. Donc, par conséquent ceux qui ne le font pas sont considérés comme les personnes qui sont payées pour déstabiliser le parti. Il a réitéré ce même discours à l'occasion d'autres discussions. Et là je lui ai directement appelé au téléphone pour lui dire que ce qu'il est en train de faire ternit l'image de ceux qui sont sortis de prison parce que ça crée les suspicions. Et là

directement, les gens ont commencé à dire que c'est peut-être Gaoual, Cellou Baldé ou Abdoulaye Bah qui est la taupe et ça allait dans tous les

sens », a indiqué le ministre porte-parole du gouvernement.

Kéfina Diakité

« **Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.** »

Dan Millman

DÉCÈS DE HADJA DJÈNÈ KABA

Mamadi Doumbouya réceptionne le corps à Conakry

Le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, était à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré le vendredi, 14 avril 2023 où il a réceptionné la dépouille mortelle de Madame Hadja Djénè Condé, née Kaba, l'ex Première Dame de la République de Guinée.



Le Chef de l'État s'est rendu à l'aéroport de Conakry pour non seulement rendre un vibrant hommage à l'illustre disparue, mais aussi apporter un soutien moral à la famille endeuillée.

Cette cérémonie funéraire pleine d'émotion a connu la présence du Premier ministre Chef du Gouvernement, Dr. Bernard Goumou, les ministres Secrétaire général et Directeur de cabinet de la Présidence, respectivement le Colonel Amara Camara et Djiba Diakité. On notait également la présence des membres du CNRD, ceux du

Gouvernement, le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général Sadiba Koulibaly, le Haut Commandant de la Gendarmerie, le Général Balla Samoura, les parents, les trois enfants et les anciens collaborateurs de la défunte, ainsi que les autorités morales et religieuses.

C'est aux environs de 17 heures que l'avion transportant la dépouille mortelle de l'ex Première Dame a atterri à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré. Dans une atmosphère empreinte de tristesse, le cortège funèbre s'est arrêté à la loge officielle

où le Chef de l'Etat s'est incliné devant le corps de Madame Hadja Djénè Condé, née Kaba.

Ainsi, le Colonel Mamadi Doumbouya et le Gouvernement se tiennent aux côtés de la famille de l'ex Première Dame pour lui rendre tous les honneurs dus à son rang, magnifier l'héritage qu'elle laisse à la Guinée en termes de promotion de la femme, de la jeune fille et de l'épanouissement de la petite enfance. C'est aussi et surtout, saluer l'immense espoir qu'elle a suscité au sein du peuple de Guinée dans la valorisation du vivre-ensemble, la solidarité et

la concorde nationale.

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Mamadi Doumbouya - comme il le fait déjà pour toutes les ex Premières Dames de la République -, s'est personnellement chargé depuis le 5 septembre 2021, des frais d'hospitalisation de Madame Hadja Djénè Condé, née Kaba jusqu'à son décès regrettable à Paris. De ce fait, le Chef de l'Etat voudrait que le peuple de Guinée garde d'elle l'image d'une Grande Dame qui a consacré toute sa vie au bien-être de son prochain, des populations guinéennes sans exclusive.

A cette occasion, le Colonel Mamadi Kaba, grand frère de la défunte, a exprimé toute la reconnaissance de la famille au Chef de l'Etat : « Le Colonel Mamadi Doumbouya s'occupait de ma sœur avant les événements du 5 septembre et il a continué jusqu'à son décès. C'est Dieu qui va le récompenser ».

Le Secrétaire général aux Affaires religieuses, Elhadj Karamo Diawara, a surtout salué la mobilisation autour de la défunte Première Dame : « Aujourd'hui, je lance un appel

à tous les Guinéens au calme et à la retenue. Nous devons nous pardonner aujourd'hui à cause de la dépouille mortelle de l'ex première dame, une sœur très sage et très religieuse ».

Le Premier ministre, Dr. Bernard Goumou, a surtout rassuré que toutes les dispositions seront prises par le Gouvernement pour une inhumation digne de la défunte : « Je voudrais exprimer mon émotion à l'arrivée de la dépouille mortelle de l'ex Première Dame de la République de Guinée. Cette Première Dame est caractérisée par une humilité incroyable. Le CNRD et le Gouvernement mettront tout en œuvre sous les instructions du Chef de l'Etat pour rendre un hommage mérité à cette haute personnalité ».

A rappeler que la levée de corps a eu lieu le samedi 15 avril 2023 à l'hôpital sino-guinéen à 9h, suivie d'un symposium à l'aéroport Ahmed Sékou Touré de Conakry, avant le départ de la dépouille mortelle pour Kankan, sa ville natale, où elle a été inhumée le dimanche 16 avril 2023.

Samuel Demba. D

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Hadja Djénè Kaba décorée à titre posthume par le colonel Mamadi Doumbouya

Le samedi 15 avril 2023, l'ex-première dame, Hadja Djénè Kaba, décédée le 08 avril dernier à l'hôpital américain de Paris des suites de maladie, a reçu les hommages dus à son rang. Elle a été décorée à titre posthume par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya.

Après la levée du corps à l'hôpital de l'Amitié sino-guinéenne, la cérémonie d'hommage s'est poursuivie à au parking de l'aérogare de l'aéroport International Ahmed Sékou Touré de Conakry, avec les discours et témoignages en présence de la famille de la défunte, du président de la transition, du Premier ministre chef du gouvernement, des ministres et anciens ministres, des hauts cadres, des proches, amis et collaborateurs.

Dans un décret lu à cette occasion par Ibrahima Diallo, Grand chancelier de l'ordre des

mérites, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a décoré la défunte à titre posthume. « Le grade de commandeur dans l'ordre national du mérite de la République de Guinée est décerné à feu Hadja Djénè Kaba Condé, ex-première dame de la République de Guinée en reconnaissance pour ses loyaux services rendus à la nation », indique-t-on dans le décret qui prend effet à partir de sa signature et sera enregistré et publié au journal officiel de la République de Guinée.

Après cette cérémonie, le



corps de l'illustre disparue a bougé pour la ville de Kankan, qui l'a vue naître, où elle a été

inhumée le dimanche 16 avril 2023. Que son âme repose en paix et que la terre de Guinée

qu'elle a servie avec amour et loyauté lui soit légère.

Kéfina Diakité

RAPATRIEMENT DU CORPS DE HADJA DJÈNÉ KABA

Taliby Dabo du RPG Arc-en-ciel fait part de son incompréhension

Dans l'émission Mirador de FIM FM du jeudi 13 avril 2023, Taliby Dabo du RPG Arc-en-ciel a réagi à la sortie de Gnalén Kaba, la fille de l'ex-première dame, Hadja Djené Kaba Condé, qui a eu des échanges téléphoniques particulièrement houleux avec le professeur Alpha Condé sur le rapatriement du corps de la défunte. Ce responsable du parti jaune en Haute Guinée parle de détournement et est revenu sur des démarches menées entre les familles.



« Toutes les parties se sont remerciées et il a été décidé aujourd'hui puisqu'on était à Mafanco on va se rendre

aujourd'hui à 10h 30 dans la belle-famille et cette fois-ci il s'agit de s'entendre sur un programme commun qui va

être officiel sur toutes les funérailles de Hadja Djènè Kaba. C'est très dommage qu'on ne peut plus faire cela.

Malheureusement parce qu'on croyait qu'on avait à faire avec la belle-famille et que ça soit les parents qui décidaient pour le compte de Madina et la famille de Hadja Djènè Kaba...Mais depuis hier, on a compris que ce sont les enfants qui décident et c'est une fille qui décide, ce n'est pas les parents or le mariage c'est entre les parents pas entre les enfants. Donc cela a complètement changé le programme. Je pense que dans les heures qui suivent, vous allez entendre peut-être la position de la famille du défunt mais aussi la position de la famille de la défunte. Vraiment, j'ai été malmené par l'audio que j'ai entendu », a déclaré Taliby Dabo. Et comme il fallait s'y attendre, quelque temps après, le RPG Arc-en-ciel a publié un communiqué pour demander à

ses militants et partisans de se mettre à l'écart de l'organisation des funérailles de l'ancienne Première Dame si la décision de son époux, le professeur Alpha Condé, n'est pas prise en compte.

Le corps de Hadja Djènè Kaba a été réceptionné le vendredi 14 avril par le président de la Transition. Le lendemain, au cours d'un symposium organisé à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, les hommages et tous les honneurs dus à son rang ont été rendus à l'ancienne première dame de la République, qui a été conduite à dernière demeure le dimanche 16 avril à Kankan, en Haute Guinée. Paix à son âme !

Mamadou Saïdou

ACTION SOCIALE

Le FDSI bénéficie d'un don de la Banque Mondiale

Le vendredi 14 avril 2023, le Fonds de Développement Social et de l'Indigence (FDSI) a bénéficié d'un don de matériel de travail de la part de la Banque Mondiale, à travers l'Unité de Gestion du Projet de Renforcement de Service et Capacité Sanitaire (UGPRSCS).

Selon la cellule de la communication du FDSI, la cérémonie de remise a eu lieu dans la salle de réunion de la Direction Générale du Fonds de Développement Social et de l'Indigence (FDSI) sous la présidence du Directeur Général du FDSI, M. Lansana Diawara.

Très émus de ce geste, le DG du FDSI, M. Lansana Diawara a exprimé sa satisfaction de recevoir ce don venant de la Banque Mondiale, à travers l'Unité de Gestion du Projet de Renforcement de Service et Capacité Sanitaire (UGPRSCS).

« Ce n'est pas la première fois que cette institution internationale (Banque Mondiale) nous assiste sur le plan matériel. Elle en a fait auparavant. Aujourd'hui encore, nous recevons d'autres matériels de travail dont des smartphones et des tablettes. Donc, nous ne pouvons que

leur remercier et leur rassurer que ces outils de travail seront utilisés à bon escient par les cadres du FDSI », a-t-il promis avant de signaler d'autres besoins dont le FDSI souhaite être assisté encore.

« Le travail que nous menons est un travail de tous les jours. Donc, le besoin augmente tous les jours aussi. C'est pourquoi, on ne va pas se fatiguer à demander toujours à nos partenaires de nous assister afin qu'on puisse réussir notre mission dans l'intérêt des citoyens guinéens. Actuellement par exemple, nous n'avons que deux véhicules de service et pourtant nous bougeons beaucoup pour des activités à l'intérieur du pays. Le plus souvent même, nous sommes obligés de prendre des véhicules en location et ce qui nous coûte extrêmes chère. Donc, si la Banque Mondiale pouvait nous aider dans ce sens aussi, ça serait vraiment



bon pour notre Direction Générale », a lancé M. Lansana Diawara.

De son côté, le chef de la délégation des donateurs (Banque Mondiale) est revenu sur la quantité de ce don et les raisons d'assister cette Direction Générale qui relève du Ministère de la Promotion

Féminine de l'Enfance et des Personnes Vulnérables (MPFEPV).

« Cet important don est composé de 200 smartphones marque Samsung Galaxy A13 et 50 tablettes. Il vise à renforcer les capacités des travailleurs de la Direction Générale du FDSI dans le

cadre de la mise en place du Registre Social Unifié RSU en Guinée », a fait savoir le chef de la délégation de l'UGP du Projet de Renforcement des Services et Capacité Sanitaire, apprend-on de la cellule de la communication du FDSI.

Mamadou Saïdou

DABOLA

Lancement des travaux de dragage du barrage de Tinkisso

Dans le souci d'améliorer la desserte en eau potable et en courant électrique dans la préfecture de Dabola et ses villes environnantes, le Ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures, Aly Seydouba Soumah a, au nom du Président de la Transition Colonel Mamadi Doumbouya, procédé ce week-end au lancement officiel des travaux de dragage du barrage de Tinkisso.



Selon le service Communication du département, cette importante cérémonie a été rehaussée de la présence des différentes autorités de la région de Faranah ainsi que les braves populations de Dabola fortement mobilisées pour la circonstance.

Dans leurs discours respectifs, le Gouverneur de la région de Faranah Général Boundouka Condé, le préfet Mohamed Niang et le maire de Dabola, Aboubacar Sidiki Koulibaly, ont tous rendu un vibrant hommage au président de la Transition pour les efforts consentis dans l'amélioration des conditions de vie de la population guinéenne.

Ensuite, ces autorités militaires et civiles ont rappelé que les travaux de curage de la retenue d'eau du barrage de Tinkisso vont davantage améliorer la desserte en courant électrique dans leurs villes et intéressent à plus d'un titre les citoyens qui l'attendaient depuis plusieurs années.

Dans son allocution, le Ministre Aly Seydouba Soumah a indiqué à la population de Dabola que ce lancement des travaux de dragage du barrage de Tinkisso confirme l'engagement des autorités de la Transition décidées à accroître les infrastructures de production d'énergie en vue de

garantir à tous, l'accès à l'électricité et à l'eau potable. Par ailleurs, le Ministre de l'Energie rassure que la maintenance du barrage pour le bon état de service à la satisfaction des usagers est un gage de développement durable et d'épanouissement des populations.

Pendant 135 jours d'intenses activités, l'entreprise SOABF-SARL est chargée de procéder à la levée Baty, Topo et Hydraulique, l'endiguement, pertuis basse, protection des berges et évaluation des déblais afin de booster le productible de l'Energie de la centrale de Tinkisso d'une part mais aussi d'avoir une disponibilité importante d'eau pour la SEG.

Au même moment EDG doit aussi basculer le réseau de distribution actuel qui est de 6KV sur la tension 30KV déjà disponible il ya de cela quelques années. La conversion de cette tension en 30KV permettra de réduire les pertes techniques et de donner une bonne qualité de la tension chez le consommateur final, apprend-on du service de communication et des relations publiques du ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures.

Une synthèse de Mamadou Saïdou

VOIRIE URBAINE DE LABÉ

Les travaux de bitumage reprennent, à la grande joie des citoyens

Selon Mediaguinee, les travaux de bitumage de la voirie urbaine de Labé ont repris le mercredi 12 avril 2023. L'annonce a été faite par le ministère des Travaux publics. Les engins de l'entreprise en charge de l'exécution des travaux sont visibles sur le terrain d'après le constat fait par ce site d'informations. Une reprise applaudie des deux mains par les citoyens.

« Nous sommes très contents de la reprise des travaux. Jusqu'à présent tout se passe bien même si la poussière nous fatigue énormément surtout lors des passages des véhicules ou des motos. Mais si le bitumage termine le plus tôt que possible ça va nous arranger et nos vifs remerciements seront au moment venu à l'endroit des autorités de la transition », a confié un citoyen à Mediaguinee. Un autre de réagir en ces termes : « Nous sommes satisfaits de la reprise de ces travaux. Puisque nous à la pharmacie des écoles ici nous inhalons trop la poussière sur cette route. Mais si toutefois, les travaux continuent cette fois-ci et que nous puissions avoir finalement le goudron vraiment nous remercierons le bon Dieu mais



aussi le colonel Mamadi Doumbouya. »

Pour rappel, ces 15 kilomètres de bitume ont été octroyés à la commune urbaine de Labé par l'ancien président Alpha Condé. Ces travaux qui avaient été lancés officiellement en 2019 et dont

le délai d'exécution était de 20 mois peinent toujours à être exécutés. Avec les nouvelles autorités du pays, il est à espérer que ces travaux de bitumage ne vont plus être bloqués pour quelque raison que ce soit.

Mamadou Saïdou

ALERTE-SANTÉ

Des pêcheurs guinéens attrapent une étrange maladie...

Cest une alerte très sérieuse ! Des pêcheurs guinéens ont attrapé une maladie très étrange en haute mer. La nature et l'origine de cette pathologie demeurent pour le moment un mystère. A date, plus de 50 pêcheurs ont attrapé cette maladie dont l'origine n'est pas encore déterminée par les spécialistes de la santé. Le nombre pourrait augmenter.

Selon le porte-parole du Gouvernement, c'est le 12 avril dernier que ces pêcheurs revenus de la haute mer ont montré des signes d'éruption cutanée avec des brûlures sur la bouche, les parties génitales, et les mains.

« Ils sont plus de 50 personnes concernées. Le nombre pourrait augmenter. Les gens sont en intervention à l'hôpital Donka. Ils sont pris en charge par les autorités



pour examiner et comprendre l'origine du phénomène.

Nous ne sommes pas situés sur l'origine de la maladie. Mais ils ont tous en commun, le fait d'avoir utilisé une eau pendant qu'ils étaient en mer. C'est cette eau qu'ils ont utilisée soit pour se laver, se nettoyer le visage ou les parties génitales.

Des prélèvements et des examens sanguins approfondis sont en train de se passer à l'hôpital Donka. Les services de sécurité maritimes sont en train d'être déployés pour comprendre leur parcours pour que les décisions utiles

soient prises et rassurer les compatriotes.

C'est aussi une opportunité d'informer les gens qui sont concernés par cette situation de venir à l'hôpital Donka pour qu'il y ait une prise en charge pour qu'au cas où c'est un phénomène contagieux, qu'on puisse prendre des dispositions.

Pour l'instant, on n'a pas d'indication si ça contamine d'une personne à une autre », a expliqué Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du gouvernement.

Source : net Afrique

MONDE DU TRAVAIL

La MAOG compte prêter main-forte aux licenciés de l'UMS

Le mercredi 12 avril, à la faveur d'une conférence de presse, Alpha Bayo de la Maison des Associations et ONG de Guinée (MAOG), a indiqué que son organisation compte prendre à bras-le-corps le cas des 300 travailleurs licenciés de l'entreprise United Mining Supply (UMS) depuis plus d'un an.



« Ce sont des actions que nous avons déjà définies et les jours à venir, nous allons écrire des lettres et les adresser à qui de droit. Tout ce qu'il

faut retenir en attendant, c'est que nous n'abandonnerons pas. Il y a beaucoup de Guinéens aujourd'hui qui travaillent et subissent les mêmes

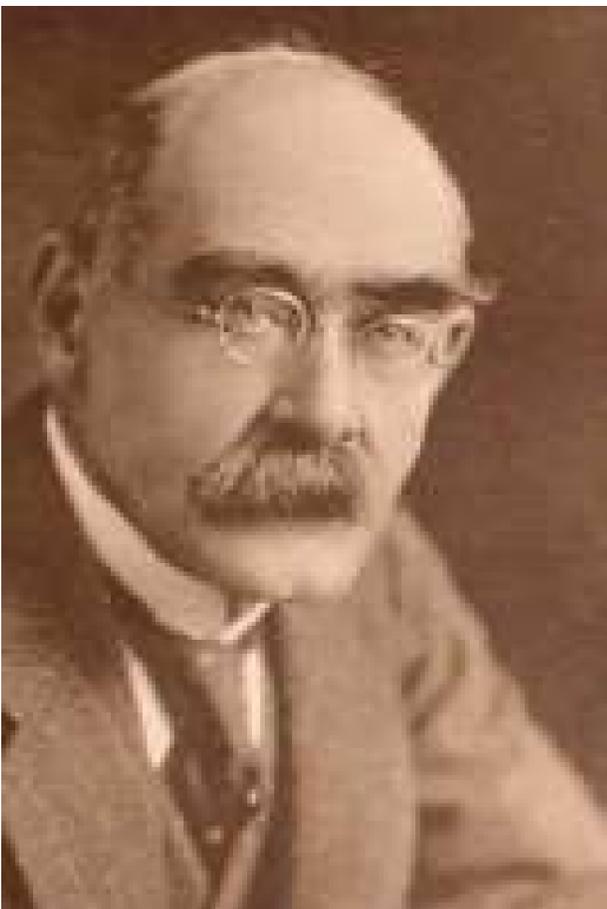
traitements mais qui n'ont malheureusement pas de possibilités pour réclamer leurs droits. On ne peut pas nous traiter ailleurs et nous traiter

aussi chez nous. Cela est inadmissible», a martelé Alpha Bayo de la MAOG. Quant au coordinateur du collectif de ces travailleurs, M. Diaby, il a déclaré ceci : « Nous avons des accusés de réception tel que celui du Conseil National de la Transition (CNT), du Ministère des Mines et de la Géologie. Nous avons également déposé des lettres au niveau de toutes les entités étatiques concernées, notamment la Primature. Nous leur demandons donc de l'aide. Si les nouvelles autorités sont vraiment pour la jeunesse et pour la

refondation générale, alors nous les prions humblement de s'impliquer afin de donner raison à qui de droit. C'est vrai que nous sommes en train de mener ce combat pour aujourd'hui, mais c'est un combat qui va servir les générations futures. L'État doit donc nous assister». Reste à savoir maintenant si avec ce soutien non négligeable de la Maison des Associations et ONG de Guinée (MAOG), les pauvres travailleurs de cette société seront rétablis dans leurs droits. Attendons de voir...

Mamadou Saïdou

Tu seras un homme, mon fils



Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir,
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir ;

Si tu peux être amant sans être fou d'amour,
Si tu peux être fort sans cesser d'être tendre,
Et, te sentant haï, sans haïr à ton tour,
Pourtant lutter et te défendre ;

Si tu peux supporter d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux pour exciter des sots,
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles
Sans mentir toi-même d'un mot ;

Si tu peux rester digne en étant populaire,
Si tu peux rester peuple en conseillant les rois,
Et si tu peux aimer tous tes amis en

frère,
Sans qu'aucun d'eux soit tout pour toi ;
Si tu sais méditer, observer et connaître,
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur,

Rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître,
Penser sans n'être qu'un penseur ;

Si tu peux être dur sans jamais être en rage,
Si tu peux être brave et jamais imprudent,
Si tu sais être bon, si tu sais être sage,
Sans être moral ni pédant ;

Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête

Quand tous les autres les perdront,
Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tous jamais tes esclaves soumis,
Et, ce qui vaut mieux que les Rois et la Gloire
Tu seras un homme, mon fils.

Par Rudyard Kipling

SOUDAN

Les combats armée-paramilitaires ont fait au moins 27 morts

Les combats entre armée et paramilitaires au Soudan ont fait au moins 27 morts et 170 blessés. La Ligue arabe a convoqué une réunion d'urgence.



Les combats entre armée et paramilitaires au Soudan ont fait au moins 27 morts et 170 blessés, notamment dans la capitale Khartoum, a rapporté dimanche matin le Syndicat des médecins.

Selon les correspondants de l'AFP, les fenêtres ont tremblé et les immeubles ont été secoués dans de nombreux quartiers de Khartoum pendant les affrontements samedi, et des explosions ont été entendues tôt dimanche.

« Un premier bilan des événements regrettables de samedi (...) fait état de 27 personnes tuées », dont deux à l'aéroport de la capitale Khartoum, a déclaré le Syndicat des médecins dans un communiqué.

Le syndicat a également dénombré environ 170 blessés.

Les Forces de soutien rapide (FSR) – des milliers d'ex-miliciens de la guerre du Darfour devenus supplétifs de l'armée – ont déclaré contrôler la résidence présidentielle, l'aéroport de Khartoum et d'autres infrastructures clés.

L'armée dément la prise de l'aéroport mais reconnaît que le FSR y ont « incendié des avions civils, dont un de la Saudi Airlines », ce que la compagnie a confirmé.

Dans un communiqué publié samedi en fin de journée, l'armée soudanaise a demandé à la population de rester chez elle alors qu'elle poursuivait ses frappes aériennes contre les bases des paramilitaires.

Toute la journée, les appels au cessez-le-feu se sont

multipliés: de l'ONU, Washington, Moscou, Paris, Rome, Ryad, l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Union européenne et même l'ancien Premier ministre civil Abdallah Hamdok. Mais en vain.

La Ligue arabe a annoncé une réunion d'urgence dimanche sur le Soudan, à la demande du Caire – où elle siège – et de Ryad, deux grands alliés de l'armée soudanaise, aux prises avec les paramilitaires qui veulent désormais la déloger du pouvoir.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé les deux belligérants: le chef de l'armée, Abdel Fattah al-Burhane, et le patron des paramilitaires, Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », mais aussi le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi pour réclamer « un arrêt immédiat de la violence ».

« Trahison »

Les paramilitaires, eux, se disent inflexibles. Ils « ne s'arrêteront pas avant d'avoir pris le contrôle de l'ensemble des bases militaires », a menacé sur la chaîne al-Jazeera le commandant Hemedti, à la tête des FSR.

Le général Burhane, lui, n'est pas apparu depuis le matin, mais assure par communiqué avoir été « surpris à neuf heures du matin » par une attaque de son QG par les FSR, son ancien meilleur allié que l'armée qualifie désormais de « milice soutenue par l'étranger » pour mener sa « trahison ».

L'armée, elle, a publié sur sa page Facebook un « avis de

recherche » contre Hemedti. « Ce criminel en fuite est recherché par la justice », lit-on sur le montage photo, alors qu'un autre communiqué annonce la dissolution des FSR, appelant tous ces hommes à se rendre.

Des deux côtés, finies les négociations feutrées sous l'égide de diplomates et autres discussions policées, l'armée a mobilisé ses avions pour frapper – et « détruire », dit-elle – des bases des FSR à Khartoum. Quant aux appels à revenir à la table des négociations, l'armée a répondu que c'était « impossible avant la dissolution des FSR ».

Ces dernières appellent les 45 millions de Soudanais et même les militaires à « se rallier à elles » et à se retourner contre l'armée.

Les habitants, eux, restent toujours cloîtrés chez eux. Bakry, 24 ans, raconte à l'AFP n'avoir « jamais rien vu de semblable » à Khartoum.

« Les gens étaient terrifiés, ils rentraient chez eux en courant. Les rues se sont vidées très rapidement », a dit cet employé en marketing qui n'a donné que son prénom.

Les deux camps s'affrontent toujours pour le contrôle du siège des médias d'Etat, selon des témoins.

Lors du putsch en octobre 2021, Hemedti et Burhane avaient fait front commun pour évincer les civils du pouvoir. Mais au fil du temps, Hemedti n'a cessé de dénoncer le coup d'Etat.

Récemment même, il s'est rangé du côté des civils – donc contre l'armée dans les négociations politiques – bloquant les discussions et donc toute solution de sortie de crise au Soudan.

Pour les experts, les deux commandants n'ont cessé ces derniers jours de faire monter les enchères alors que les civils et la communauté internationale tentent de leur faire signer un accord politique censé relancer la transition démocratique.

AFP

SÉNÉGAL

Idy Seck, ex-Premier ministre, candidat à la présidentielle de 2024

Chef de gouvernement entre 2002 et 2004 sous Abdoulaye Wade, Idrissa Seck, 63 ans, était deuxième lors de la présidentielle de 2019.

L'ancien Premier ministre du Sénégal Idrissa (Idy) Seck a annoncé vendredi sa candidature à l'élection présidentielle de 2024 tout en s'abstenant de dire si le président Macky Sall, son allié actuel dans le camp présidentiel, pouvait légalement ou non se présenter à ce scrutin après deux mandats.

La candidature de M. Seck, 63 ans, était attendue. Chef de gouvernement entre 2002 et 2004 sous l'ex-président Abdoulaye Wade, il était deuxième lors de la présidentielle de 2019 et également candidat malheureux aux élections présidentielle de 2007 et 2012.

Opposant au président Sall, M. Seck avait ensuite rejoint en novembre 2020 le camp présidentiel et avait été dans la foulée nommé par le chef de l'Etat à la tête du Conseil économique, social et environnemental (Cese), une institution consultative.

« Quelqu'un peut-il imaginer une élection présidentielle au Sénégal sans Idrissa Seck ? », a-t-il déclaré vendredi lors d'une conférence de presse dans la ville de Thiès (ouest), son fief.

« La réponse est oui », a-t-il dit, après une question sur sa candidature en 2024.

Il n'a pas donné d'avis personnel sur la légalité d'une éventuelle candidature du présidentiel Sall en 2024, mais affirme avoir consulté un professeur de droit constitutionnel réputé au Sénégal qui lui a dit que l'actuel chef de l'Etat ne peut pas juridiquement se représenter.

Le président Macky Sall, élu en 2012 et réélu en 2019, reste muet sur ses intentions à propos de la présidentielle de février 2024, pour laquelle une vingtaine de candidats se sont déjà déclarés.

Le Sénégal, réputé comme un rare îlot de stabilité dans une région troublée, est sous tension depuis des mois en raison de la confrontation tendue entre la majorité



présidentielle et le camp de l'opposant Ousmane Sonko.

M. Sonko doit être jugé en appel lundi pour diffamation contre le ministre du Tourisme Mame Mbaye Niang, un responsable du parti présidentiel. Ce dernier lui reprochait d'avoir déclaré qu'il avait été épinglé par un rapport d'une institution de contrôle pour sa gestion d'un fonds pour l'emploi des jeunes.

M. Sonko a été condamné le 30 mars à deux mois de prison avec sursis et doit verser 200 millions de francs CFA (300.000 euros) de dommages et intérêts au ministre. L'opposant conserve cependant son éligibilité pour la présidentielle de 2024, selon ses avocats.

Le parquet et la partie civile ont fait appel du jugement.

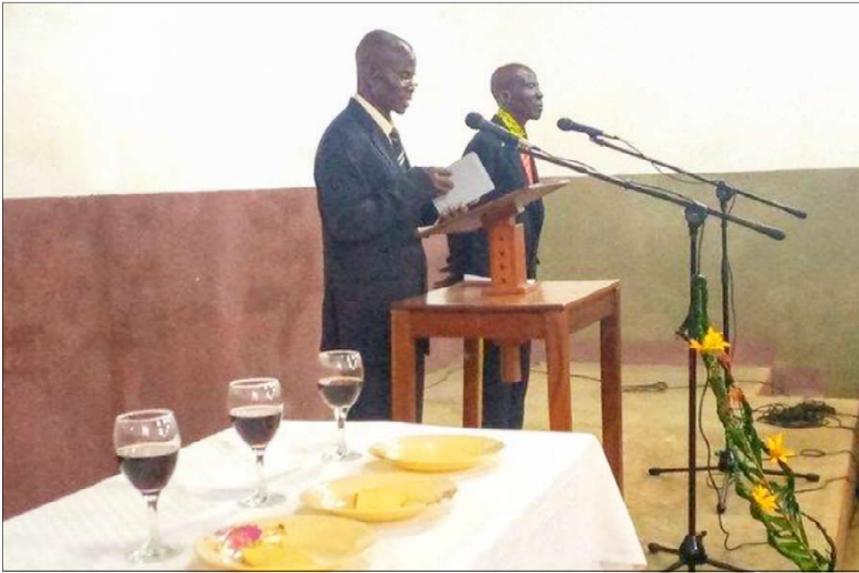
M. Sonko et ses supporters accusent le pouvoir d'instrumentaliser la justice pour l'empêcher de se présenter à la présidentielle de 2024. Le parti présidentiel accuse de son côté M. Sonko de vouloir paralyser le pays et de se servir de la rue pour échapper à la justice.

En mars 2021, la mise en cause de M. Sonko dans une autre affaire, de viols présumés, et son arrestation sur le chemin du tribunal avaient contribué à déclencher les plus graves émeutes depuis des années dans le pays. Elles avaient fait au moins une douzaine de morts. Le procès n'a pas encore eu lieu.

AFP

Communiqué de presse

Regardez l'avenir avec optimisme



Guinée - 21 mars 2023 - Face aux tensions économiques généralisées, aux conflits nationaux et aux troubles sociaux, les enquêtes indiquent que la confiance dans l'avenir est au plus bas dans de nombreux pays, dont la Guinée. Selon le Baromètre de confiance « Edelman 2023 », 24 des 28 pays étudiés connaissent « des niveaux historiquement bas dans le nombre de personnes qui pensent que leur famille sera mieux lotie dans cinq ans ».

Dans ce contexte de pessimisme, un programme mondial spécial sur le thème « Vous pouvez affronter l'avenir avec optimisme ! » aura lieu le week-end du 2 avril 2023. La présentation gratuite de 30 minutes aura lieu localement dans les Salles du Royaume des Témoins de Jéhovah, avec une option pour suivre par vidéoconférence disponible. Veuillez consulter la section « Assister à une réunion » sur la page d'accueil de JW.ORG pour connaître les adresses locales et les heures de réunion.

« Les défis auxquels nous sommes confrontés peuvent sembler écrasants, mais la Bible offre un puissant espoir pour l'avenir qui peut nous aider dès maintenant », a déclaré Thierry Pourthié, porte parole des Témoins de Jéhovah. « Ce programme mondial est conçu pour donner à tous ceux qui y assistent des raisons tangibles d'affronter l'avenir avec confiance. »

« Tantie Marie, une femme âgée analphabète, a été très encouragée lorsqu'elle étudiait la Bible avec les Témoins de Jéhovah. Ensuite, la pandémie de Covid-19 a empêché les études bibliques

en personne pendant environ deux ans. Malheureusement, elle a perdu son mari dans la mort pendant la pandémie, ce qui lui a causé beaucoup de chagrin. Puis, quand il a été possible de rencontrer des gens à nouveau, elle a reçu la visite de deux Témoins de Jéhovah et une vidéo lui a été montrée sur l'espoir des morts, puis le texte de 1 Corinthiens 15:26 dans la Bible lui a été lu. Elle était si heureuse que les Témoins de Jéhovah lui rendent visite à nouveau qu'elle s'est écriée : « Je suis heureuse de revoir mes consolateurs. Je me demandais : Où sont passés mes consolateurs ? Mais maintenant, mes consolateurs sont revenus pour me reconforter grâce aux Écritures » L'étude biblique de tantie Marie a repris pour son plus grand plaisir et elle est plus optimiste pour l'avenir. »

Cette conférence spéciale est la première de deux programmes gratuits qui auront lieu dans les 118 000 congrégations de Témoins de Jéhovah au cours de la première semaine d'avril.



Le public est également invité à se joindre auprès d'environ 20 millions d'autres participants mondiaux pour la célébration annuelle du Mémorial de la mort de Jésus-Christ, qui se tiendra dans la soirée du mardi 4 avril 2023.

L'entrée aux deux programmes est gratuite et aucune inscription n'est requise. Les détails sur quand et où ces événements auront lieu localement sont disponibles sur JW.ORG, le site officiel des Témoins de Jéhovah.